

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et l'opinion publique turque

Nicolas Monceau

► **To cite this version:**

Nicolas Monceau. L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et l'opinion publique turque. CE-MOTI, 2003, juillet-décembre 2003 (36), pp.63-90. halshs-00366841

HAL Id: halshs-00366841

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00366841>

Submitted on 9 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ADHÉSION DE LA TURQUIE À L'UNION EUROPÉENNE ET L'OPINION PUBLIQUE TURQUE

Nicolas MONCEAU

Résumé : Cet article examine les principales tendances de l'opinion publique turque sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En s'appuyant sur les données des enquêtes Eurobaromètres, réalisées par la Commission européenne, et sur celles d'instituts turcs, il analyse plus particulièrement trois dimensions constitutives des attitudes des citoyens turcs vis-à-vis du processus d'intégration européenne : les attentes et les aspirations vis-à-vis de l'UE; la perception générale de l'UE et les sentiments d'identification nationale et européenne et, enfin, la connaissance des institutions européennes et la confiance ressentie à l'égard de l'UE. Dans une perspective comparative, avec les Etats membres de l'UE et les autres pays candidats, il propose une série d'interprétations concernant les grandes évolutions de l'opinion publique en Turquie.

Les relations turco-européennes ont fait l'objet de nombreux travaux qui, depuis la signature du traité d'association d'Ankara en 1963 jusqu'à nos jours, mettent en avant les difficultés du processus d'intégration européenne de la Turquie¹. La question de l'image de la Turquie et son rôle dans la

¹ Parmi ces derniers, on mentionnera Semih Vaner, Deniz Akagül, Bahadır Kaleağası, *La Turquie en mouvement*, Bruxelles, Complexe, 1995; Meltem Müftüleri-Baç, *Turkey's relations with a changing Europe*, Manchester, Manchester University Press, 1997; Hasan Basri Elmas, *Turquie-Europe. Une relation ambiguë*, Paris, Syllepse, 1998; Ahmet Insel (dir.), *La Turquie et l'Europe, une coopération tumultueuse*, Paris, L'Harmattan, 1999; Garip Turunç, *La Turquie aux marches de l'Union Européenne*, Paris, L'Harmattan, 2001; Olivier Roy (dir.), *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, Paris, Universalis, 2004.

formation de l'opinion publique en Europe, ont souvent été privilégiés dans cette perspective².

Cependant, plus rares sont les études à se pencher sur la perception des Européens et de l'Union européenne (UE) par l'opinion publique turque³. Or si elle apparaît souvent sous-estimée dans le processus de rapprochement de la Turquie avec l'UE, la variable de l'opinion publique jouera pourtant un rôle décisif sur un double plan. Tout d'abord, lors des prochaines échéances européennes, en particulier à l'occasion des scrutins électoraux et de la tenue des Conseils européens, où elle sera conduite à prendre position, voire à influencer sur le processus de décision. Ainsi, les citoyens français ont déjà été fortement mobilisés sur les perspectives de la candidature turque à l'occasion des élections européennes du 13 juin 2004, où cette question figura parmi les principaux enjeux de la campagne électorale⁴. De même,

² Mélant préjugés d'ordre culturel et historique et données objectives, l'image négative véhiculée par la Turquie jouerait un rôle non négligeable dans le rejet de son adhésion à l'UE par les citoyens européens. Sur le déficit d'image de la Turquie dans l'espace européen, voir Nedret Kuran-Burçoğlu, "L'image des Turcs en Europe" in Pierre Chabal, Arnaud de Raulin (dir.), *Les chemins de la Turquie vers l'Europe*, Arras, Artois Presses Université, 2002, pp. 67-81.

³ Plusieurs versions de cet article ont été discutées dans le cadre du séminaire du PACTE-CIDSP à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, le 10 février 2004, et d'une journée de travaux sur la Turquie organisée à Paris le 16 mars 2004 par l'AFEMOTI. Nous remercions Bruno Cautrès, directeur du Centre d'Informatisation des Données Socio-Politiques (CIDSP), et Jean-François Pérouse, pensionnaire scientifique de l'Institut Français d'Études Anatoliennes - Georges Dumézil d'Istanbul, pour leurs remarques et suggestions lors d'une première lecture de ce texte. Réuni au sein de l'UMR PACTE (Politiques publiques, Actions politiques, Territoires) depuis le 1^{er} janvier 2004, le CIDSP est une équipe du CNRS qui est spécialisée dans la réalisation d'enquêtes de sociologie politique, au niveau français et européen (il assure la partie française des enquêtes *European Social Survey* et *European Values Study*), et dans le traitement statistique des données produites par ces enquêtes. La Banque de Données Socio-Politiques du CIDSP diffuse les données de l'Eurobaromètre pour la communauté scientifique française (site Web du CIDSP : www.cidsp.com).

⁴ Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, fut l'un des premiers responsables politiques à entreprendre de mobiliser l'électorat français sur cette question, en lançant une campagne d'affiches en avril 2004 avec le slogan « Non à la Turquie en Europe ». Pour les prises de position adoptées par la classe politique française sur l'adhésion de la Turquie à l'UE, dans la perspective de élections européennes de juin 2004, voir Jean-Louis Bourlanges : "L'Europe de nos dirigeants est celle du vide et des apparences", *Le Monde*, 25 mars 2004; Rafaële Rivais, "L'UMP part en guerre contre l'adhésion de la Turquie à l'UE", *Le Monde*, 4-5 avril

l'état de l'opinion publique en Europe, dont l'influence sur l'orientation des politiques européennes est désormais reconnue, pèsera de tout son poids dans les décisions adoptées lors du Conseil européen de décembre 2004, à l'issue duquel les vingt-cinq États membres devront se prononcer sur la question de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie. En Turquie même, enfin, l'enjeu de l'opinion publique apparaîtra central lors de l'organisation d'un référendum national sur la question de l'adhésion du pays à l'UE.

La connaissance de l'opinion des citoyens européens et turcs, et la prise en compte de ses variations en fonction des conjonctures politiques, économiques et sociales et des contextes nationaux, s'avèrent donc un enjeu essentiel à la fois dans le processus actuel d'élargissement de l'UE et dans celui de l'intégration européenne de la Turquie. L'objet de cet article est de présenter un état des lieux de l'opinion publique turque sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Quelles sont les dernières tendances de l'opinion publique turque sur les problématiques de l'élargissement et de l'intégration européenne de la Turquie? Quelle est la place de la thématique européenne au sein de l'opinion publique turque? De quelle façon se cristallise le "désir d'Europe" des citoyens turcs?

De nombreuses enquêtes d'opinion portant sur l'actualité sociale, économique et politique sont réalisées en Turquie par des instituts nationaux et internationaux. Pour interroger la problématique de l'intégration européenne de la Turquie, nous avons choisi d'utiliser une série d'indicateurs mesurés par un outil méthodologique de premier plan, peu mobilisé dans le champ des aires culturelles et dont l'intérêt principal est d'offrir des perspectives comparatives stimulantes au niveau européen : les Eurobaromètres, réalisés semestriellement par la Commission européenne depuis 1973 au sein des États membres et des pays candidats.

Une source statistique : les données Eurobaromètres

Les enquêtes Eurobaromètres forment, depuis une trentaine d'années, l'une des principales sources de mesure de l'opinion publique au sein de l'UE et

2004; Henri de Bresson, "Se démarquant de Jacques Chirac, l'UMP prend position contre l'entrée de la Turquie dans l'UE. Le parti de la majorité française adopte formellement l'idée d'un 'partenariat privilégié'", *Le Monde*, 9 avril 2004; Claire Tréan, "La droite française remet en question un engagement historique de l'Europe vis-à-vis de la Turquie", *Le Monde*, 10 avril 2004; Isabelle Mandraud, "Le PS critique l'hostilité affichée par l'UMP à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne", *Le Monde*, 11-12 avril 2004; Alain Duhamel, "La Turquie dans la bataille des élections européennes", *Libération*, 14 avril 2004.

dans les pays candidats. Comme le soulignent Pierre Bréchon et Bruno Cautrès en introduction des actes d'un colloque consacré aux données Eurobaromètres⁵, celles-ci constituent une mine d'informations dont la richesse est souvent sous-estimée par les chercheurs. Conçus en 1973 sous l'égide de Jacques-René Rabier dans le cadre de l'élaboration d'une politique européenne d'information, les Eurobaromètres étaient en effet destinés avant tout à informer les citoyens européens et les décideurs. À la fois ensemble de données mis à la disposition du public, instrument de mesure, recourant à la technique de l'enquête par sondages et institution spécialisée dans la production, le traitement et l'archivage d'enquêtes européennes d'opinion, l'Eurobaromètre a désormais acquis un statut d'instrument institutionnel⁶.

La Commission européenne produit quatre types d'enquêtes d'opinion : les Eurobaromètres Standard (EB-Standard), les Eurobaromètres Pays Candidats (EB-PC), les Eurobaromètres Spécial (EB-Spécial) et les Flash Eurobaromètres (Flash-EB). Des études qualitatives complètent les sondages réalisés sur des échantillons représentatifs dans chaque pays. La pratique de questions "trend", répétées à chaque enquête, permet de mesurer les tendances générales de l'opinion publique sur des indicateurs stables. La périodicité semestrielle des sondages, conjuguée à l'élargissement progressif du champ d'études à la mesure de l'entrée de nouveaux États au sein de l'UE, permet aussi une analyse comparée dans le temps et dans l'espace.

La Turquie dans les données Eurobaromètres

Les données concernant la Turquie figurent dans deux principaux types d'Eurobaromètres. Elles apparaissent dans les sections des EB-Standard consacrées à l'élargissement, où une série d'indicateurs mesurent l'opinion des citoyens européens sur les questions relatives à l'élargissement en général, et aux pays candidats en particulier. Elles interviennent aussi dans l'ensemble des EB-PC, où l'opinion des citoyens turcs est mesurée par la totalité des indicateurs au même titre que celle des citoyens des autres pays candidats.

⁵ Pierre Bréchon, Bruno Cautrès (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques. Actes du colloque CIDSP-AFSP. Centre d'Informatisation des Données Socio-Politiques - Association Française de Science Politique. Grenoble - novembre 1997*, Paris, L'Harmattan, 1998.

⁶ Dominique Reynié, "L'Eurobaromètre et la recherche en science politique", in Pierre Bréchon, Bruno Cautrès (dir.), *op. cit.*, pp. 41-52.

L'avènement de la Turquie dans les EB-PC s'avère cependant trop récent – les premières enquêtes d'opinion sont réalisées au niveau national en 2001 – pour mesurer des évolutions temporelles significatives. Les variations de l'opinion publique turque, depuis le dépôt de la demande officielle d'adhésion de la Turquie à la CEE en 1987 et le refus opposé par la Commission européenne en 1989 jusqu'à la tenue du Conseil européen de Luxembourg (1997) en passant par la première guerre du Golfe (1990-1991) et la signature de l'union douanière en 1995, ne sont pas enregistrées par cet instrument de mesure. Nous ne pouvons donc pas apprécier les sentiments de la population turque sur les principaux bouleversements internationaux qui ont marqué cette période charnière et sur leur impact au niveau national, comme la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS en 1989-1991 ou encore la réorientation de la politique étrangère de la Turquie vis-à-vis des républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale qui ont acquis leur indépendance après la dislocation du bloc soviétique. En revanche, les ondes de choc successives des différents Conseils européens – en particulier ceux de Helsinki (1999) et de Copenhague (2002) – sur l'opinion publique turque se répercutent dans les tendances enregistrées par les EB-PC, en particulier dans les indicateurs mesurant les attentes et les aspirations des citoyens turcs vis-à-vis de l'UE.

Les enquêtes nationales d'opinion publique en Turquie

Aux côtés de la Commission européenne, les principaux producteurs d'enquêtes d'opinion en Turquie sont composés de trois groupes d'institutions nationales. Tout d'abord, plusieurs dizaines d'instituts de sondage et de centres de recherche sociale de statut privé, fondés en Turquie à partir des années 1980, effectuent régulièrement des sondages d'opinion à l'échelle nationale au service de divers commanditaires. On peut mentionner A&G, ANAR, KONSENSUS, SAM, SONAR, TNS PIAR et VERI parmi les institutions les plus dynamiques dans le champ des études politiques et sociales⁷.

⁷ La plupart de ces instituts sont membres de l'European Society for Opinion and Marketing Research (ESOMAR) et de l'Association des chercheurs de marketing et d'opinion publique de Turquie (*Türkiye Pazarlama ve Kamuoyu Araştırmacıları Derneği*). L'institut de recherche KONSENSUS (Istanbul) réalise les enquêtes Eurobaromètres en Turquie, en association et sous la coordination de l'Organisation Gallup (Hongrie). Pour consulter les sites Web des instituts de sondage turcs, voir : www.agarastirma.com (A&G); www.anarastirma.com.tr (ANAR); www.consensus.com.tr (KONSENSUS); www.piar.com.tr (TNS PIAR); www.samardan.com (SAM); www.veriarastirma.com (VERI).

En second lieu, plusieurs universités mènent ponctuellement des études basées sur des sondages d'opinion dans le cadre de grands programmes d'enquêtes internationales ou de recherches internes à l'institution. On mentionnera ici en particulier deux établissements universitaires d'Istanbul : l'Université du Bosphore, où fut coordonné, réalisé et analysé sous la direction de Yılmaz Esmer le volet turc de trois grandes vagues d'enquêtes sur les valeurs mondiales⁸, ainsi que l'Université Galatasaray. Enfin, quelques organisations de la " société civile " produisent des enquêtes d'opinion en fonction de la conjoncture nationale. On peut réunir dans ce groupe des *think tank* indépendants, comme la TÜSES (*Türkiye Sosyal Ekonomik Siyasal Araştırmalar Vakfı* – Fondation de recherches sociales, économiques et politiques de Turquie) ou la TESEV (*Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı* – Fondation d'études économiques et sociales de Turquie), qui commandent régulièrement des rapports sur les questions de sociologie électorale ou de relations internationales. L'élargissement de l'UE, et en particulier la candidature de la Turquie, ont fait l'objet de plusieurs études réalisées par des experts⁹. On peut aussi inclure dans cette catégorie des ONG ne disposant pas de ressources financières importantes, comme la *Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı* (Fondation d'histoire économique et sociale de Turquie) qui assure la coordination d'enquêtes en répondant à des appels d'offre internationale. Elle a ainsi participé au projet européen d'étude comparée sur la conscience historique de la jeunesse, mené sous la direction de la Fondation Körber entre 1992 et 1996¹⁰, dont elle a assumé la partie turque¹¹.

⁸ Yılmaz Esmer, professeur à l'Université du Bosphore, a exercé les fonctions d'enquêteur dans le cadre des *World Values Survey* et des *European Values Survey* en Turquie ainsi que de coordonnateur national pour les *European Social Survey*. Yılmaz Esmer, *Devrim, evrim, statüko : Türkiye'de sosyal, siyasal, ekonomik değerler* [Révolution, évolution statu quo : les valeurs sociales, politiques, économiques en Turquie], Istanbul, TESEV, 1999.

⁹ Parmi les rapports édités par TESEV sur les relations turco-européennes, voir David Barchard, *Building a partnership : Turkey and the European Union*, 2000; Meltem Müftüler-Baç, *Enlarging the European Union : where does Turkey stand ?*, 2002; Christopher Brewin, *Turkey and Europe after the Nice Summit*, 2002; Kemal Kirişçi, *Justice and home affairs issues in Turkish-EU relations*, 2002. Cf. le site Web de TESEV : www.tesev.org.tr.

¹⁰ Conçu en 1991, le projet est mené dans 27 pays, pour l'essentiel européens. Réalisé sur un échantillon de plus de 32 000 lycéens, il représente la plus vaste enquête de terrain jamais menée sur l'enseignement de l'histoire et sur la conscience historique. Pour les conclusions de l'enquête, voir Magne Angvik, Bodo Von Borries (dir.), *Youth and History. A comparative European survey on*

Dans le cadre de notre étude, nous avons principalement utilisé les données disponibles les plus récentes, en particulier celles qui figurent dans le rapport de l'EB-PC publié en février 2004 dont le terrain a été réalisé durant l'automne 2003 (*Candidate Countries Eurobarometer 2003.4*, octobre 2003). Selon les indicateurs étudiés, nous avons aussi eu recours aux données des précédents EB-PC, réalisés au cours de la période 2001-2003. Enfin, l'analyse de ces données est complétée par les résultats d'enquêtes d'opinion réalisées par diverses institutions nationales en Turquie.

Le poids quantitatif des données recueillies par les enquêtes EB-PC nécessite la sélection d'une série d'indicateurs jugés plus pertinents dans le cadre de notre recherche. Nous avons choisi de privilégier trois dimensions principales afin d'appréhender les tendances de l'opinion publique turque sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE. En premier lieu, quelles sont les attentes et les aspirations des citoyens turcs vis-à-vis de l'UE? La combinaison d'une série d'indicateurs de soutien à l'appartenance européenne nous permettra de construire une échelle d'attitudes européennes des citoyens turcs. Ensuite, quelle est la perception générale de l'UE véhiculée au sein de l'opinion publique turque? Les dimensions économique et culturelle de l'intégration européenne seront abordées à travers l'image de l'UE et de la citoyenneté européenne ainsi que les sentiments d'appartenance nationale et européenne exprimés par les citoyens turcs. Enfin, nous examinerons le degré de connaissance et le niveau de confiance de la population turque vis-à-vis de l'UE et de ses institutions.

A. Les attentes et les aspirations des citoyens turcs vis-à-vis de l'UE

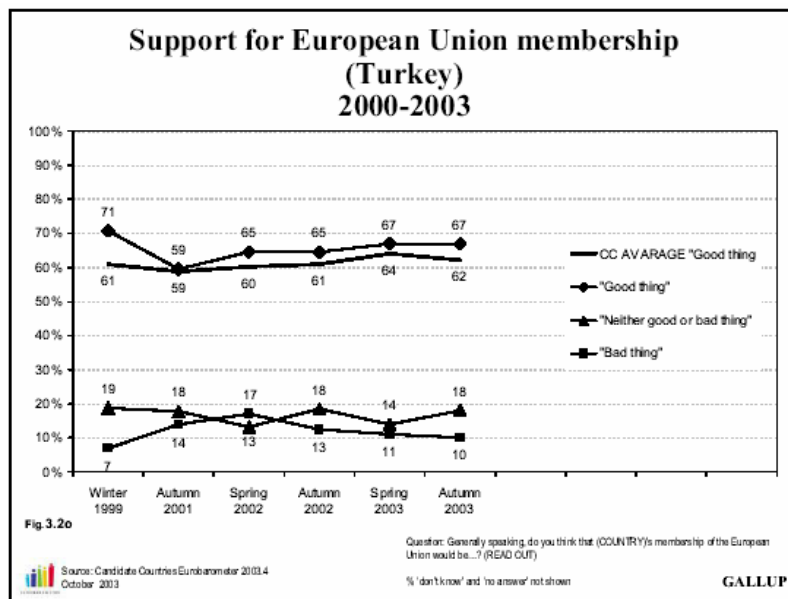
Trois indicateurs principaux permettent de mesurer les attentes et les aspirations des citoyens turcs vis-à-vis de l'UE : le soutien à l'appartenance

historical consciousness and political attitudes among adolescents, Hambourg, Körber-Stiftung, 2 vols, 1997.

¹¹ L'enquête de terrain est réalisée en avril 1995 sur un échantillon de 1229 lycéens et 35 professeurs. Établie avec l'autorisation du ministère turc de l'Éducation nationale, une liste de plus de 60 questions est soumise aux lycéens, portant sur la perception et la connaissance de l'histoire générale et turco-ottomane, la vision de l'Europe et de la Turquie, leurs opinions individuelles sur des concepts politiques (comme l'État-nation, la République ou la démocratie), les objectifs de l'enseignement de l'histoire ou encore leur intérêt personnel pour l'histoire. Pour une présentation des résultats de l'enquête menée en Turquie, voir İlhan Tekeli, *Tarih bilinci ve gençlik. Karşılaştırmalı Avrupa ve Türkiye araştırması* [La conscience historique et la jeunesse. Étude comparée en Europe et en Turquie], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt, 1998.

européenne, les bénéfices espérés de l'adhésion à l'UE et la vitesse d'adhésion perçue et souhaitée à l'UE. Leur combinaison contribue à former une échelle d'attitudes européennes très synthétique et valide¹². Nous allons présenter leurs principales évolutions en Turquie avant de formuler une série de hypothèses.

Le soutien à l'appartenance à l'UE



Indicateur : Le soutien à l'adhésion à l'Union européenne (Turquie), 2000-2003¹³

À la question « D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de la Turquie à l'UE serait...? »¹⁴, les tendances enregistrées par cet indicateur

¹² Pour une analyse de l'évolution sur la longue durée des deux premiers indicateurs au niveau européen, voir Bruno Cautrès, "Quelques grands indicateurs de soutien à l'Europe. Bénéfice et satisfaction vis-à-vis de l'appartenance de son pays à l'Union européenne", in Bruno Cautrès, Dominique Reynié (dir.), *L'Opinion européenne 2000*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, pp. 213-220.

¹³ Fig. 3.2o, *Candidate Countries Eurobarometer (CC-EB) 2003.4*, octobre 2003, p. 87.

entre 1999 et 2003 mettent en avant deux orientations principales. Elles soulignent, dans un premier temps, la forte intensité du soutien de l'opinion publique turque au processus d'intégration européenne de la Turquie. À l'automne 2003, plus de deux citoyens turcs sur trois estiment que l'adhésion de la Turquie à l'UE serait « une bonne chose » (67%) tandis que seulement un citoyen turc sur dix jugerait celle-ci comme une « mauvaise chose » (10%). En second lieu, elles traduisent la forte stabilité du soutien des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE. En effet, les niveaux d'opinions favorables et défavorables se maintiennent au cours de la période étudiée dans des fourchettes situées respectivement autour de 65% et de 15% en moyenne. Au niveau européen, la Turquie figure ainsi dans un groupe de huit pays (aux côtés de la Bulgarie et de la Roumanie, autres pays candidats qui ne font pas partie de la vague d'adhésion de 2004, ainsi que de Chypre et des États membres les plus europhiles comme l'Irlande ou le Benelux) au sein desquels le soutien à l'appartenance à l'UE s'avère le plus intense avec plus de deux-tiers des opinions exprimées.

La mobilisation de l'opinion publique turque en faveur du processus d'intégration européenne de la Turquie est confirmée par une série d'enquêtes nationales. Trois sondages récents mettent en évidence des tendances similaires. En août 2003, les résultats d'un sondage Pollmark Research, qui donnèrent lieu à un large traitement par la presse turque, ont montré que 70% des citoyens turcs étaient favorables à l'adhésion de la Turquie à l'UE¹⁵. En novembre 2003, une enquête de l'institut ANAR portant sur « l'ordre du jour politique de la Turquie » attestait également d'un haut niveau de soutien des citoyens turcs, avec des moyennes situées entre 76,9% (juin 2003) et 71,2 % (novembre 2003)¹⁶. Ce dernier sondage permet cependant de relativiser la place de l'enjeu européen au sein de

¹⁴ Quatre types de réponses étaient proposés aux personnes interrogées : 1. Une bonne chose; 2. Une mauvaise chose; 3. Une chose ni bonne, ni mauvaise; 4. Ne sait pas / Sans réponse.

¹⁵ Cette enquête fut réalisée sur un échantillon de 1945 personnes interrogées dans douze provinces de Turquie. "Turks revealed to be pro-EU, anti-US", *Turkish Daily News*, 1^{er} septembre 2003.

¹⁶ Cette enquête fut réalisée les 29 et 30 novembre 2003 sur un échantillon de 2008 personnes interrogées dans douze provinces de Turquie. Le pays était alors marqué par une vague d'attentats terroristes à Istanbul, les 15 et 20 novembre 2003, attribuée au réseau d'al-Qaïda et qui avait causé officiellement la mort de plus de 50 personnes. *Türkiye siyasi gündem araştırması. Kasım 2003* [Enquête sur l'ordre politique de la Turquie. Novembre 2003], Ankara, Ankara Sosyal Araştırmalar Merkezi - ANAR, 3 décembre 2003.

l'opinion publique turque. À la question ouverte « Quel est le problème le plus important de la Turquie aujourd'hui? », la réponse « Le fait de ne pas pouvoir entrer dans l'UE » (*AB'ye girememe*) occupe en effet la neuvième position, avec 0,9 % des taux de réponses¹⁷. Autrement dit, seulement près d'un citoyen turc sur cent considère les difficultés de l'adhésion de la Turquie à l'UE comme l'un des problèmes essentiels auxquels est confronté le pays. Publiés en décembre 2003, les résultats d'une enquête menée par l'Open Society Institute, la Commission des projets de recherche scientifique et le Centre des études européennes de l'Université du Bosphore montrent une hausse importante du soutien de l'opinion publique turque à l'adhésion de la Turquie à l'UE (de 64% à 74,4% en une année), dont l'origine principale est attribuée aux effets de la politique pro-européenne du gouvernement de l'AKP. Dans le même temps, l'enquête met en évidence les fortes inquiétudes, sinon les craintes, de la population turque face au processus d'intégration européenne de la Turquie. 45% des personnes interrogées considèrent en effet que l'adhésion de la Turquie à l'UE portera préjudice à la souveraineté et à l'indépendance nationales¹⁸.

Enfin, une enquête réalisée à l'Université Galatasaray durant l'année 1995 met en évidence des résultats comparables au sein de populations estudiantines. Basée sur un échantillon d'une centaine d'étudiants âgés de 18 à 22 ans et inscrits dans trois universités d'Istanbul (Université Galatasaray, Université du Bosphore et Université de Yıldız), cette enquête portait entre autres sur la connaissance et l'image des pays européens, la place de la Turquie dans l'UE ou encore la position future de la Turquie dans le monde. 71% des personnes interrogées considéraient la Turquie comme partie intégrante de l'Europe en raison de sa position géographique (27%) ou de son niveau de développement et de modernité (15%). Parmi ceux qui estimaient que la Turquie ne faisait pas partie de l'Europe, 48% justifiaient leur réponse par la différence culturelle. Enfin, 66% des personnes interrogées étaient favorables à l'adhésion de la Turquie à l'UE. 48% de

¹⁷ Les réponses des personnes interrogées étaient les suivantes : le chômage (36,5%), l'économie (30,4%), le terrorisme (7,5%), l'éducation (5,7%), l'instabilité politique (4,1%), l'inflation (3,5%), la pauvreté (2,1%), l'administration du pays (*yönetim*) (1,9%), les obstacles face à l'adhésion à l'UE (0,9%), le problème kurde (0,7%), le déficit démocratique (0,6%), les Droits de l'homme (0,5%), autres (2,2%), sans opinion (3,4%).

¹⁸ Cette enquête fut réalisée en octobre et novembre 2003 sur un échantillon de 2123 personnes interrogées dans vingt provinces de Turquie. "AB'ye destek arttı", *Radikal*, 24 décembre 2003.

L'opinion publique turque face à l'adhésion

ceux qui ne voyaient pas la Turquie comme une partie de l'Europe pensaient qu'elle devait néanmoins participer à l'UE¹⁹.

Le bénéfice tiré de l'adhésion à l'UE sur le plan individuel et national

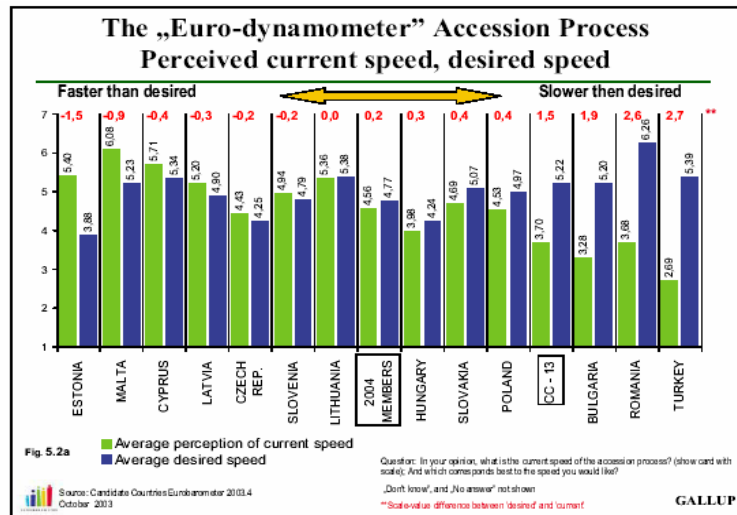
Les attentes des citoyens turcs face au processus d'intégration européenne de la Turquie, en termes de bénéfices nationaux et individuels, mettent en évidence des tendances similaires à celles observées concernant le soutien à l'adhésion à l'UE. À la question posée « Pensez-vous que l'adhésion de la Turquie à l'UE vous apporterait personnellement ou à votre pays des bénéfices? », l'intensité et la stabilité des opinions exprimées, sur la période 1999-2003, traduisent un solide optimisme au sein de l'opinion publique turque concernant les conséquences de l'élargissement de l'UE. À l'automne 2003, trois citoyens turcs sur quatre considèrent que l'adhésion de la Turquie à l'UE apporterait des bénéfices à leur pays (75%) tandis que sept sur dix estiment que celle-ci leur procurerait des avantages personnels (70%, le niveau d'attente le plus élevé parmi les treize pays candidats²⁰). Inversement, seulement 14% et 21% des personnes interrogées jugent que l'entrée de la Turquie dans l'espace communautaire n'apporterait pas de bénéfices à leur pays et à elles-mêmes²¹. Le niveau de sans-réponses obtenu à cet indicateur (9%) est significatif dans la mesure où il est le plus faible parmi les treize pays candidats, ce qui manifeste une position largement consensuelle des citoyens turcs sur cette question. Enfin, 61% des citoyens turcs partagent l'opinion que leur pays gagnerait plus ou beaucoup plus d'avantages que de désavantages à devenir membre de l'UE contre 12% qui y verraient plus de désavantages que d'avantages.

La vitesse actuelle perçue et la vitesse souhaitée de l'adhésion de la Turquie à l'UE

¹⁹ Barlas Tolan, « Désigner l'autre : recherche sur les stéréotypes », in Marcel Bazin, Salgur Kançal, Roland Pérez, Jacques Thobie (coord.), *La Turquie entre trois mondes*, Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica » (XXXII), 1998, pp. 47-59.

²⁰ Les treize pays candidats à l'automne 2003 regroupent les dix pays qui ont adhéré en 2004 et les trois pays toujours candidats (Bulgarie, Roumanie, Turquie).

²¹ Fig. 3.3a et Fig. 3.3c, *CC-EB 2003.4*, pp. 91 et 94.



Indicateur : l'Euro-dynamomètre du processus d'adhésion²²

Les tendances enregistrées par l'Euro-dynamomètre, qui mesure la vitesse actuelle perçue et la vitesse souhaitée du processus d'adhésion à l'UE dans les pays candidats, mettent en évidence un clivage plus significatif en Turquie. La vitesse actuelle d'adhésion est en effet perçue comme la plus lente (2,69 sur une échelle de 7) tandis que la vitesse souhaitée d'adhésion se révèle la plus élevée (5,39) avec la Roumanie (6,26). La variation la plus importante entre vitesse perçue et vitesse souhaitée est également enregistrée en Turquie (2,7 points de différence). Ce décalage est sans doute à relier au fait que la Turquie est le plus ancien pays aspirant à l'intégration européenne depuis l'adoption d'un accord d'association avec la CEE en 1963.

Comment interpréter les attitudes fortement pro-européennes des citoyens turcs mesurées par les trois indicateurs ci-dessus? Le niveau élevé et stable de soutien à l'appartenance à l'UE ainsi que les fortes attentes exprimées par les citoyens turcs soulèvent une double réflexion sur les origines et la nature du large consensus social établi autour de cette question. Tout d'abord, on peut s'interroger sur le rôle de l'idéologie officielle dans l'«effet d'imposition» de la problématique de l'intégration européenne en Turquie. En définissant comme objectif ultime d'atteindre le niveau de la civilisation occidentale depuis la fondation de la République turque en 1923, l'idéologie nationale n'a-t-elle pas exercé un effet catalyseur sur la formation d'un consensus autour de cette question au sein de l'opinion publique en Turquie? Un constat s'impose dans cette perspective : alors qu'en Europe, le clivage

²² Fig. 5.2a, CC-EB 2003.4, octobre 2003, p. 153.

entre peuples et élites demeure ancien et durable à propos de la construction européenne, la proximité, sinon la convergence, entre ces derniers apparaît particulièrement significative en Turquie. En second lieu, on peut s'interroger sur le poids des variables politiques et économiques dans l'orientation de l'opinion publique. De nombreux travaux ont mis en évidence les relations entre la courbe des attitudes pro-européennes et l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques (comme le taux de chômage ou le taux de croissance du PIB) au sein des pays membres de l'UE²³. De la même façon, on peut observer en Turquie les effets du débat politique et de la conjoncture économique sur les attitudes des citoyens turcs vis-à-vis de l'Europe. Ainsi, la période hiver 1999-automne 2001 est marquée par une chute des opinions favorables à l'Europe de 71% à 59% et par la hausse consécutive des opinions défavorables de 7% à 14%. Deux interprétations principales peuvent être avancées pour expliquer cette montée de l'euroscpticisme au sein de l'opinion publique turque. Comme dans les États membres de l'UE, où la dégradation de la confiance ressentie vis-à-vis de l'Europe apparaît étroitement associée à la prise de conscience de l'existence d'une crise économique par les opinions publiques, l'avènement d'une grave dépression économique et financière en Turquie au tournant des années 2000-2001 a pu contribuer à la cristallisation d'un rejet – temporaire – du processus d'intégration européenne. Cet argument doit être cependant relativisé dans la mesure où un "effet retard", d'environ un an à un an et demi, est généralement observé entre les courbes d'évolution des indicateurs de mesure des attitudes européennes et celles des principaux indicateurs macroéconomiques. Enfin, on peut attribuer le reflux du soutien des citoyens turcs à l'appartenance européenne aux fluctuations de la politique de l'UE vis-à-vis de la candidature de la Turquie. L'effet d'un choc psychologique, lié à la déception consécutive à la tenue du Conseil européen de Helsinki (1999), a pu intervenir dans ce cadre. Tout en reconnaissant une « vocation européenne » à la Turquie, les décisions du sommet européen

²³ Voir notamment Pierre Bréchon, Bruno Cautrès, Bernard Denni, "L'évolution des attitudes à l'égard de l'Europe", in Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote des Douze. Les élections européennes de juin 1994*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995, pp. 155-180; Bruno Cautrès, "Les attitudes vis-à-vis de l'Europe", in Pierre Bréchon, Bruno Cautrès (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques, op. cit.*, pp. 91-113; Bruno Cautrès, Bernard Denni, "Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus", in Pierre Bréchon, Pascal Perrineau, Annie Laurent (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

repoussaient en effet à nouveau l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE à une échéance ultérieure.

B. La perception générale de l'UE par les citoyens turcs

Nous allons examiner ci-dessous trois indicateurs principaux qui mettent en évidence l'intérêt privilégié des citoyens turcs pour la dimension économique et sociale de l'intégration européenne au détriment de la dimension culturelle.

L'image de l'UE et les sentiments associés à l'UE

L'image de l'UE véhiculée au sein de l'opinion publique turque se révèle majoritairement positive. À la question « En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative de l'Union européenne? », plus de la moitié des citoyens turcs déclarent durant l'automne 2003 avoir une image très ou assez positive de l'UE (54%), tandis que 23% en ont une image neutre et 19% une image assez ou très négative. Les tendances mesurées en Turquie sont les plus fortes dans les dix pays en voie d'adhésion en 2004 (avec respectivement 46%, 30% et 20% de la moyenne des réponses exprimées) et dans l'Europe des quinze (avec respectivement 44%, 32% et 19%). Elles sont également identiques à celles enregistrées à Chypre (54%), où l'intégration de l'île à l'UE est perçue comme un enjeu fondamental dans la résolution du problème chypriote²⁴. Seules la Roumanie et la Bulgarie enregistrent des taux de réponses positives nettement plus importants (respectivement 75% et 72%)²⁵.

La mesure des « sentiments associés à l'UE » fait cependant ressortir des opinions plus contrastées, voire ambivalentes, au sein de la population turque qui illustrent la position singulière de la Turquie parmi l'ensemble des pays candidats. À la question « Est-ce que l'Union européenne vous donne personnellement un sentiment...d'enthousiasme, d'espoir, de confiance, d'indifférence, d'anxiété, de méfiance ou de rejet? », les citoyens de Turquie expriment prioritairement deux types de sentiments à connotation positive tandis qu'une réaction fortement négative émerge en troisième position. Ainsi les sentiments d'« espoir » et de « confiance » suscités par l'évocation

²⁴ Voir les résultats de l'enquête réalisée en 2002 par la Commission européenne dans la partie nord de l'île de Chypre : http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/cceb/2002/cceb_2002_cyprus_highlights_en.pdf.

²⁵ Fig. 3.4a, *CC-EB 2003.4*, p. 105.

de l'UE sont avancés respectivement par 55% et par 43% des personnes interrogées durant l'automne 2003. Ensuite, l'idée de « rejet » se cristallise chez près d'un citoyen turc sur trois (29%). La Turquie est le seul pays candidat à mentionner ce terme dans les trois premiers rangs²⁶.

L'expression d'un sentiment de rejet vis-à-vis de l'UE, dont l'intensité est deux fois plus profonde en Turquie que dans l'ensemble des autres pays candidats (la moyenne des treize pays candidats est de 15% tandis que celle des pays en voie d'adhésion est de 8%), suscite une double interprétation. Elle peut refléter avant tout le profond sentiment d'injustice, voire de trahison, ressentie par une partie croissante de la population turque face aux difficultés auxquelles est confrontée la Turquie dans le processus d'intégration européenne depuis la demande officielle d'adhésion déposée en 1987, et plus particulièrement depuis la tenue des derniers Conseils européens²⁷. Mais elle renvoie aussi aux interrogations, régulièrement soulevées au sein de l'UE, non pas sur la capacité mais sur la volonté de la Turquie à accepter les contraintes – en termes de réformes économiques, sociales et politiques – imposées par l'adoption des critères de Copenhague en 1993²⁸.

La prise en compte de l'image spontanée de l'UE, à travers les termes qui lui sont associés spontanément par les personnes interrogées, traduit des perceptions et représentations similaires au sein de l'opinion publique turque. Dans le classement des trois plus fréquentes « réactions spontanées » (*top-of-mind thoughts*) concernant l'UE, la catégorie « Economy, positive » figure au premier rang des réactions des citoyens turcs (43%), suivie des catégories « Issues, policies-positive » (7%) et « Emotional or image positivism » (6%). Cette dernière catégorie, qui traduit l'expression d'un sentiment d'« amour » (*love*) envers l'UE, est classée dans les trois premiers rangs à Malte, en Roumanie et en Turquie²⁹.

²⁶ Fig. 3.4c et Table 3.4c, *CC-EB 2003.4*, pp. 110-111.

²⁷ Pour un état des lieux des relations turco-européennes après le Conseil européen de Helsinki en 1999, voir Didier Billion (dir.), *Les troisièmes rencontres stratégiques franco-turques. La Turquie et l'Union Européenne après le sommet d'Helsinki*, Paris, IRIS, 2001.

²⁸ Voir Jean-Claude Nolla, «La Turquie veut-elle de l'Europe?», in Ahmet Insel (dir.), *La Turquie et l'Europe, une coopération tumultueuse, op. cit.*, pp. 165-176.

²⁹ Présentée sous la forme d'une question ouverte, la mesure de l'image spontanée de l'UE a entraîné la collecte de plus de 20 000 déclarations dans les treize pays candidats, qui furent regroupées en trois grandes catégories – positive, négative et neutre – et vingt sous-catégories de réponses significatives. Cf. Fig.3.4b, *CC-EB 2003.4*, pp. 108-109.

Enfin, les résultats d'enquêtes d'opinion nationales réalisées en Turquie permettent de comparer l'image de l'UE à celles d'autres grandes puissances comme les États-Unis. Tout en confirmant les tendances enregistrées par les enquêtes EB-PC, ils révèlent un clivage significatif dans la perception respective des deux grandes puissances. Le sondage effectué par Pollmark Research en Turquie en août 2003 met en évidence une opposition nette entre une vision majoritairement positive de l'UE et une image fortement négative des États-Unis. Si plus de deux citoyens turcs sur trois ont une image positive de l'UE (66,1%), ils ne sont plus en effet que deux sur dix à reconnaître une image positive des États-Unis (20,4%). À l'inverse, l'UE véhicule une image négative parmi un citoyen turc sur quatre (27,2%) tandis que l'image des États-Unis suscite une réprobation ou un rejet chez sept citoyens turcs sur dix (70,4%)³⁰.

La signification de l'UE et de la citoyenneté européenne

La signification de l'UE et de la citoyenneté européenne chez les citoyens turcs traduit, de la même façon, une perception générale qui privilégie avant tout la dimension économique et sociale du processus d'intégration européenne. L'espace communautaire européen semble avant tout perçu comme une source de prospérité et une garantie de richesse pour les personnes interrogées. Les trois plus importantes significations qui viennent à l'esprit des citoyens turcs concernant l'UE sont la « prospérité économique » (65%), la « protection sociale » (58%), et la « liberté de circulation au sein de l'UE » (48%). La perception de l'UE par la Turquie se distingue clairement de celle partagée par une majorité des PECO (Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie). Pour ces derniers, dont la position géographique les plaçait jadis aux avant-gardes de la confrontation des blocs durant la guerre froide, la paix représente l'une des priorités associées à l'image de l'UE³¹.

De même, la signification de la citoyenneté européenne apparaît étroitement associée, dans l'esprit des citoyens turcs comme dans celui des ressortissants de la quasi-totalité des pays candidats, à l'idée de mobilité –

³⁰ Il s'avère cependant nécessaire d'interpréter de tels résultats, qui témoignent d'une dégradation de l'image des États-Unis au sein de l'opinion publique turque, dans le contexte de détérioration des relations entre la Turquie et les États-Unis au cours de l'année 2003 en raison de la guerre en Irak, marqué par le refus du Parlement turc d'ouvrir le territoire national aux forces armées américaines ainsi que par divers incidents au nord de l'Irak impliquant des soldats turcs et américains.

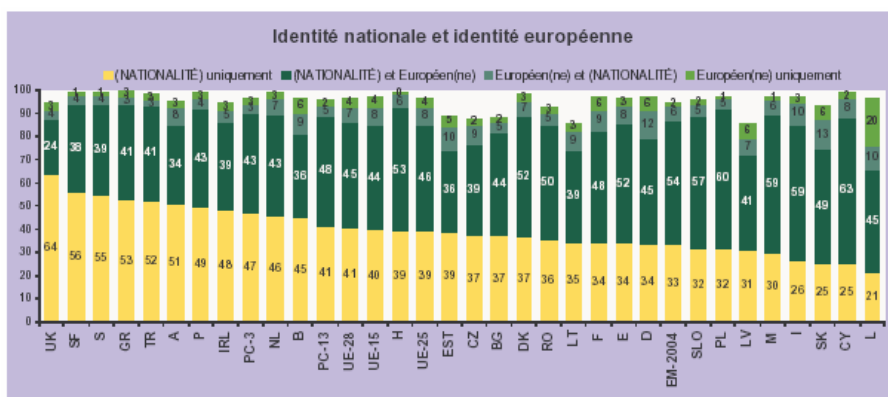
³¹ Fig. 3.5b et Table 3.5a, *CC-EB 2003.4*, pp. 115-116.

L'opinion publique turque face à l'adhésion

géographique, éducative et professionnelle – dans une perspective avant tout économique et sociale. Pour l'opinion publique turque, la citoyenneté européenne signifie le « droit de libre circulation » (68% des personnes interrogées), le « droit de travailler au sein de l'UE » (67%), et le « droit d'étudier dans n'importe quel pays européen » (55%)³².

Les sentiments d'appartenance nationale et européenne

La question de l'adhésion de la Turquie à l'UE a relancé en Europe le débat sur l'identité européenne, en particulier dans sa dimension culturelle et religieuse. Quelles sont les opinions des citoyens turcs sur cette question ? Se considèrent-ils comme Européens ? Ont-ils le sentiment de partager une identité commune – une culture, des valeurs – avec les Européens ?



Indicateur : Identité nationale et identité européenne³³

À la question « Dans un avenir proche, vous voyez-vous...? »³⁴, la Turquie occupe une place singulière au sein de l'Europe des vingt-huit (regroupant les quinze États membres et les treize pays candidats). Au niveau européen, elle figure en effet dans un groupe de six pays, composé uniquement d'États membres de l'UE (Royaume-Uni, Grèce, Autriche, Suède et Finlande), dont plus de la moitié de la population se considère exclusivement national. Plus

³² Fig. 3.5c et Table 3.5b, *CC-EB 2003.4*, pp. 117-118.

³³ *Eurobaromètre EB59-EB-PC 2003.2. Principaux résultats comparatifs*, juillet 2003.

³⁴ Cinq types de réponses étaient proposés aux personnes interrogées : 1. nationalité uniquement, 2. nationalité et Européen(ne), 3. Européen(ne) et nationalité, 4. Européen(ne) uniquement, 5. Ne sait pas / Sans réponse.

d'un citoyen turc sur deux se déclare ainsi « exclusivement turc » (52%). De même, le sentiment d'appartenance nationale apparaît le plus élevé en Turquie parmi les treize pays candidats, dont les niveaux n'excèdent pas 40% des personnes interrogées (les plus élevés étant la Hongrie et l'Estonie avec 39%). Enfin, l'attachement à la nation l'emporte largement sur l'identification à l'Europe chez les citoyens turcs, avec respectivement 52% et 47% des réponses exprimées. Au niveau européen, on constate ainsi que seuls les Turcs se sentent plus turcs qu'européens³⁵.

La comparaison des sentiments de fierté nationale et de fierté européenne met en évidence les mêmes tendances de l'opinion publique turque sur les questions relatives à l'identification européenne. Un intense sentiment de fierté nationale se conjugue à un faible sentiment de fierté européenne chez les citoyens turcs. En mai 2003, plus de neuf citoyens turcs sur dix se déclarent fiers d'être Turc (95%) tandis que seulement 2% n'en tirent pas ou peu de fierté. À l'inverse, les citoyens turcs apparaissent beaucoup plus divisés sur la question de revendiquer une composante européenne de leur identité. Ceux qui se déclarent fiers d'être Européen (41%) – le taux le plus faible au niveau européen – sont presque aussi nombreux que ceux qui n'en retirent aucune fierté (42%). La Turquie est ainsi le seul pays dans l'Europe des vingt-huit où la fierté de l'euroanéité s'affirme plus faible que celle de l'identité nationale³⁶.

Deux indicateurs supplémentaires, qui mesurent l'attachement à l'Europe et les trois craintes les plus répandues liées à la construction européenne, confirment les mêmes tendances de repli identitaire au sein de l'opinion

³⁵ La mesure des sentiments national et européen est cependant susceptible de variations importantes d'un Eurobaromètre à l'autre. Ainsi, dans le dernier EB-PC réalisé à l'automne 2003, le sentiment de l'identité nationale chez les citoyens turcs a chuté de 52% à 45% tandis que celui de l'identité européenne a augmenté de 45% à 52%. Toutefois, le sentiment national demeure l'un des plus élevés en Turquie, avec la Hongrie (51%), parmi l'ensemble des États membres actuels et des pays candidats.

³⁶ Fig. 3.1b et Fig. 3.1c, *EB-PC 2003.2*, juillet 2003, pp. 61-62. L'analyse de ces données mériterait cependant d'être affinée par l'examen de corrélations potentielles entre les variables de fierté nationale et d'appartenance européenne. Certains auteurs ont ainsi développé l'hypothèse d'identités cumulatives fondées sur l'absence d'antagonisme entre identité nationale et identité européenne en montrant que l'identification à la nation constituait, sinon un préalable, du moins une disposition favorable au développement d'un sentiment d'appartenance à l'Europe. Sur ce point, voir Sophie Duchesne, André-Paul Frogner, "Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe", *Revue Française de Science Politique*, Vol. 52, n°4, août 2002, pp. 355-373.

publique turque. Plus d'un citoyen turc sur deux ne se déclarent pas ou pas du tout attachés à l'Europe (57%), dont 31% « pas du tout », le taux le plus élevé dans l'Europe des vingt-huit³⁷. De même, plus d'un citoyen turc sur deux déclarent craindre avant tout un « abandon de la langue » (53%) ainsi qu'une « perte de l'identité et de la culture » (51%) dans le processus d'intégration européenne de la Turquie. Cette double crainte est exprimée uniquement par les citoyens turcs dans l'ensemble des treize pays candidats. Pour les opinions publiques de ces derniers, les peurs liées à la construction de l'Europe relèvent plutôt de la sphère sécuritaire et économique que des questions identitaires : la « montée du crime organisé » (56%), le « coût élevé de l'adhésion » (61%) et les « difficultés des agriculteurs » (61%) figurent aux trois premiers rangs de leurs préoccupations³⁸.

Enfin, un dernier indicateur, qui mesure les moyens de se sentir plus européen, confirme l'intérêt prioritaire des citoyens turcs pour la dimension économique et sociale de l'intégration européenne de la Turquie au détriment de la dimension culturelle. Au même titre que l'ensemble des pays candidats, les trois plus importantes conditions d'affirmation du sentiment européen, pour ces derniers, sont « voyager librement partout dans l'UE » (52%), « étudier ou travailler partout dans l'UE » (51%), et « l'appartenance du pays à l'UE » (51%)³⁹.

Comment interpréter le faible sentiment d'appartenance à l'identité européenne manifesté par les citoyens turcs? Deux hypothèses principales peuvent être avancées. En premier lieu, le poids de l'héritage historique et les origines de l'identité nationale en Turquie sont susceptibles de jouer un rôle important dans ce reflux d'une composante identitaire européenne. Pendant plusieurs siècles, l'Empire ottoman a en effet constitué la principale menace face aux puissances de l'Europe chrétienne. En reposant principalement sur une guerre de Libération nationale (1919-1922), menée par le mouvement kémaliste contre l'invasion et l'occupation du territoire anatolien par les puissances occidentales, le processus de formation de l'identité nationale a également contribué à développer une relation jugée souvent ambivalente, voire paranoïaque, vis-à-vis de l'Europe. En second

³⁷ Fig. 3.1e, *CC-EB 2003.4*, octobre 2003, p. 76.

³⁸ Fig. 3.5d, *CC-EB 2003.4*, p. 119 (pourcentages correspondant aux pays en voie d'adhésion en 2004). Pour une synthèse des attentes et des craintes de l'ensemble des pays candidats (à l'exception de Malte, Chypre et de la Turquie) à l'adhésion à l'UE, voir Dominika Tomaszewska, « L'opinion publique dans dix pays candidats face à l'élargissement : quel réalisme, quelles solidarités? », in Dominique Reynié (dir.), *Les Européens en 2003*, Paris, Odile Jacob, 2003, pp. 293-310.

³⁹ Fig. 3.1d, *EB-PC 2003.2*, juillet 2003, pp. 63-65.

lieu, le mouvement de modernisation autoritaire, d'inspiration occidentale, mis en œuvre sous l'égide des dirigeants kémalistes en Turquie à partir des années 1920 a contribué à importer une culture occidentale, laïque et moderniste, au sein d'une société de tradition musulmane⁴⁰. Le rejet important d'une composante européenne de l'identité nationale par les citoyens turcs soulève en retour la question de l'impact social des politiques de modernisation, y compris culturelle, mises en œuvre par les autorités publiques depuis la fondation de la République de Turquie⁴¹.

C. La connaissance et la confiance des citoyens turcs à l'égard de l'UE

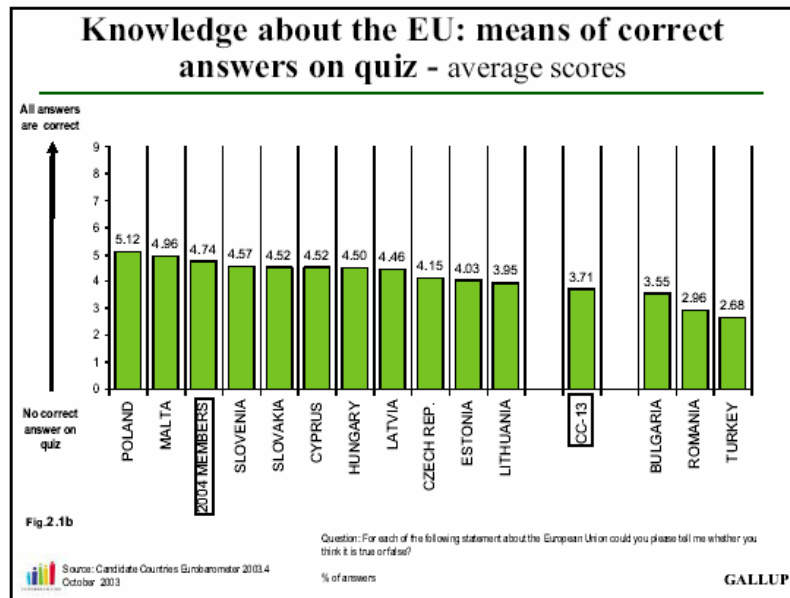
Nous allons examiner ci-dessous deux séries d'indicateurs qui mettent en évidence la forte méconnaissance et le manque de confiance des citoyens turcs vis-à-vis de l'UE.

La connaissance de l'UE et de ses institutions

Le niveau de connaissance de l'UE apparaît particulièrement faible parmi les citoyens de l'ensemble des pays candidats, en particulier concernant des informations factuelles (le fait le plus connu étant la forme du drapeau européen).

⁴⁰ Sur le mouvement de modernisation culturelle en Turquie à l'époque républicaine, voir Günsel Renda, Max Kortepeter (ed.), *The Transformation of Turkish Culture. The Atatürk Legacy*, Princeton, The Kingston Press, 1986.

⁴¹ Sur les enjeux culturels soulevés par le processus d'intégration européenne de la Turquie, voir *Kültürel açıdan Avrupa Birliğine yaklaşım sempozyumu* [Symposium sur le rapprochement avec l'Union européenne du point de vue culturel], Istanbul, Kültür Girişimi – İstanbul Kültür ve Sanat Vakfı, 2003.



Indicateur : La connaissance de l'UE. Moyenne des réponses correctes au questionnaire⁴²

À la question « Pour chacune des déclarations suivantes au sujet de l'UE, pouvez-vous me dire si vous pensez qu'elle est vraie ou fausse? »⁴³, les citoyens turcs demeurent les moins informés en termes de connaissance factuelle sur l'UE, son histoire et son fonctionnement, ses institutions et ses symboles, avec approximativement trois réponses justes sur neuf questions (2,68%). De même, un citoyen turc sur trois (29%) ne peut pas donner une réponse juste à une seule question posée. Cette tendance est observée dans l'ensemble des EB-PC depuis 2001, même si le niveau de connaissance tend à croître parmi les citoyens turcs. Le groupe de pays candidats en 2004 (Bulgarie, Roumanie, Turquie), qui soutient le plus l'adhésion à l'UE, apparaît paradoxalement comme le moins informé parmi les treize pays

⁴² Fig. 2.1b, *CC-EB 2003.4*, p. 56.

⁴³ Une série de neuf libellés était présentée aux personnes interrogées : "EU is made of 15 states"; "European Community was created after WWI"; "European flag is blue with yellow stars"; "Here are 15 stars on the European flag"; "HQ's of the EU are in Brussels, Strasbourg and Luxembourg"; "Members of the European Parliament are directly elected by the citizens of the EU"; "There is a President of the EU directly elected by all the citizens"; "EU has its own anthem"; "There are no borders between the EU".

candidats. Par comparaison, les pays qui ont adhéré en 2004 recueillent 4,74% de réponses positives, les mieux informés étant les Polonais et les Maltais. L'importance de ce taux s'explique en partie par l'organisation d'un référendum national sur l'appartenance à l'UE, qui tend à accroître sensiblement le niveau d'information.

Cette méconnaissance de l'UE est confirmée par d'autres indicateurs, portant sur la connaissance de la candidature des pays candidats à l'UE ou sur l'auto-évaluation des connaissances sur l'UE, ainsi que par une enquête universitaire portant sur la perception de l'Europe et des Européens par les citoyens turcs et leurs opinions concernant l'UE. De l'ensemble des pays candidats en 2003, les citoyens turcs sont les moins bien informés concernant la demande d'adhésion de leur pays à l'UE (86% de réponses positives, contre 100% pour Chypre, la Hongrie et Malte)⁴⁴. Les ressortissants de Turquie, de Bulgarie et de Roumanie évaluent également leurs connaissances comme les plus faibles sur la période 2001-2003, avec un positionnement inférieur à quatre en moyenne sur une échelle de dix⁴⁵. Basée sur un échantillon de 1500 personnes interrogées dans les « villes et villages représentatifs de la Turquie » et complétée par des entretiens qualitatifs, l'enquête réalisée par l'Université Galatasaray au cours des années 1997-1998 met en évidence la méconnaissance des frontières de l'Europe chez les personnes interrogées : la Grèce ne fait pas partie de l'Europe, tandis que les États-Unis sont cités parmi les pays européens. De même, les termes « Europe » et « Occident » apparaissent équivalents dans la perception de certains répondants⁴⁶.

Depuis l'été 2003, les EB-PC mesurent l'opinion publique des pays candidats sur les moyens de pallier le déficit d'information sur l'UE, en particulier à travers l'éducation nationale. À la question « Les élèves des écoles devraient-ils avoir des cours sur le fonctionnement des institutions de l'Union européenne? », près de deux citoyens turcs sur trois se déclarent favorables à un enseignement scolaire sur l'UE, sur ses politiques et sur ses institutions (63%) tandis que près de deux citoyens sur dix y sont opposés (17%). Au niveau européen, la Turquie est cependant le pays où le soutien et l'opposition à cette initiative apparaissent respectivement les plus faibles et

⁴⁴ Fig. 3.2a, *EB-PC 2003.2*, juillet 2003, p. 66.

⁴⁵ *CC-EB 2003.4*, pp. 57-59.

⁴⁶ Barlas Tolun, Nazlı Ökten, Buket Türkmen, « Les représentations turques sur l'Europe », in Ahmet Insel (dir.), *La Turquie et l'Europe, une coopération tumultueuse*, *op. cit.*, pp. 101-116.

les plus élevés. Les niveaux de soutien et d'opposition les plus importants se trouvent respectivement à Chypre (87%) et en Roumanie (3%)⁴⁷.

Ce soutien majoritaire de l'opinion publique turque, mais relativement en retrait au niveau européen, à la promotion de l'UE par l'enseignement scolaire ne peut être interprété sans une prise en compte d'éléments contextuels où la question de l'éducation nationale et de sa réforme demeurent un sujet sensible dans le débat public. Le contenu des manuels scolaires, où l'histoire nationale occupe une place quasi-exclusive, fait l'objet de débats récurrents en Turquie depuis plusieurs décennies, en particulier après le coup d'État militaire de 1980 qui a entraîné une redéfinition des orientations de l'éducation nationale et des politiques de la culture, accompagnée d'une reprise en main des principales institutions publiques, sous l'effet de la diffusion d'idéologies nationalistes comme la "synthèse turco-islamique"⁴⁸. Devenu un enjeu politique dans le débat public, l'enseignement de l'histoire suscite désormais de nombreuses initiatives lancées sous l'égide d'organisations non-gouvernementales qui visent à promouvoir une harmonisation de l'enseignement scolaire davantage en conformité avec les normes européennes dans la perspective de l'intégration européenne de la Turquie. Deux exemples récents illustrent de manière significative cette implication croissante de la "société civile" dans la promotion de l'histoire européenne. La TÜSİAD (*Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği* – Association des industriels et des hommes d'affaires turcs) a diffusé au cours de l'année 2003 un coffret scolaire intitulé *La trilogie du citoyen moderne (Çağdaş Yurttaş Üçlemesi)*, comprenant un manuel d'histoire à usage des classes de terminale. Traduite d'un manuel des Éditions Hachette, cette édition alternative est principalement centrée sur l'histoire de l'Europe. Elle inclut également un chapitre sur l'histoire de la Turquie contemporaine d'après 1945, qui est totalement occultée par les

⁴⁷ *Ibid.*, pp. 60-62.

⁴⁸ Pour une analyse du contenu des manuels scolaires à l'époque républicaine, voir Étienne Copeaux, *Espace et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste. 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions, 1997. Sur les effets de la diffusion de l'idéologie de la synthèse turco-islamique sur les orientations de l'éducation nationale et les politiques de la culture au cours des années 1980, voir Bozkurt Güvenç, Gencay Şaylan, İlhan Tekeli, Şerafettin Turan, *Türk-islam sentezi* [La synthèse turco-islamique], Istanbul, Sarmal, 1991; Vecihi Timuroğlu, *12 Eylül'ün eğitim ve kültür politikası : Türk-islam sentezi* [La politique éducative et culturelle du 12 septembre : la synthèse turco-islamique], Ankara, Başak, 1991.

manuels officiels⁴⁹. La *Tarih Vakfı* (Fondation d'Histoire), une organisation d'intellectuels qui vise à approfondir la "conscience historique" afin de contribuer à la démocratisation et à la paix sociale, poursuit de son côté un ambitieux projet d'édition de manuels scolaires turcs sur l'histoire de l'Europe, avec le soutien financier de la Commission européenne⁵⁰.

La confiance à l'égard de l'UE et de ses institutions politiques

Le niveau de confiance des citoyens turcs vis-à-vis de l'UE s'avère également le plus bas parmi l'ensemble des pays candidats, notamment à l'égard des organes et des institutions de l'UE (22% de réponses positives en moyenne sur une liste de neuf organes et institutions)⁵¹. Les institutions communautaires qui suscitent le plus de confiance au sein de l'opinion publique turque sont, par ordre décroissant, le Parlement européen, la Commission européenne, et le Conseil des ministres de l'UE. Les niveaux de confiance et de défiance exprimées vis-à-vis de ces trois institutions sont cependant les plus faibles et les plus élevés au sein de l'Europe des vingt-huit. 41% des citoyens turcs font confiance au Parlement européen (contre 23% qui ne lui font pas confiance), 32% accordent leur confiance à la Commission (contre 25%) et 26% expriment leur confiance envers le

⁴⁹ Sur la mobilisation des organisations patronales, et en particulier de l'association TÜSIAD, en faveur du processus d'intégration européenne de la Turquie à partir des années 1980, voir Karin Vorhoff, "Businessmen and their organizations : between instrumental solidarity, cultural diversity and the State", in Stefanos Yerasimos, Günter Seufert, Karin Vorhoff (eds.), *Civil society in the grip of nationalism. Studies on political culture in contemporary Turkey*, Istanbul, Orient-Institut & Institut Français d'Études Anatoliennes, 2000, pp.143-195; Hatice Selen Akçali, *Le lobbying turc devant l'Union européenne*, mémoire de fin d'études sous la direction de Füsün Üstel, Université de Marmara (Istanbul), Département Francophone des Sciences Politiques et Administratives, année 2002-2003.

⁵⁰ Sur la mobilisation des intellectuels en faveur de la démocratisation et des Droits de l'homme en Turquie, dans la perspective de l'intégration européenne, voir Nicolas Monceau, "Les intellectuels mobilisés : le cas de la Fondation d'Histoire Économique et Sociale de Turquie", in Gilles Dorronsoro (dir.), *L'action collective en Turquie*, à paraître en 2004.

⁵¹ Les neuf organes de l'UE présentés sont : le Parlement européen; la Commission européenne; le Conseil des ministres de l'UE; la Cour de justice; l'Ombudsman européen; la Banque centrale européenne; la Cour européenne des auditeurs; le Comité des régions de l'UE; le Comité social et économique. Cf. Table 6.4b, *CC-EB 2003.4*, p. 177 ; Table 6.8a-c, *CC-EB 2003.4 - Annex*, pp. 188-189.

Conseil (contre 25%)⁵². Ce faible niveau de confiance vis-à-vis des institutions communautaires nécessite cependant d'être relativisé dans la mesure où une majorité – relative – des citoyens turcs ne prend pas position sur ces questions. Ainsi respectivement 36% et 43% des personnes interrogées ne peuvent ou ne veulent pas s'exprimer sur le Parlement européen et sur la Commission tandis qu'un citoyen turc sur deux s'abstient de se prononcer sur le Conseil (49%).

Enfin, un dernier indicateur mesure la confiance à l'égard de l'UE par rapport aux autres organisations internationales⁵³. La hiérarchie des organisations établie selon le niveau de confiance est le suivant : UE (61%), Cour européenne des Droits de l'homme (49%), ONU (46%), OTAN (43%), Conseil de l'Europe (30%), OSCE (27%) et Cour internationale de justice de La Hague (25%). Si l'UE occupe la première place parmi les organisations internationales dans le niveau de confiance accordée par l'opinion publique turque, on observera cependant que les pourcentages obtenus sont à nouveau les plus bas au niveau européen. Le second rang occupé par la Cour européenne des Droits de l'homme – avec un citoyen turc sur deux lui accordant sa confiance – peut également s'expliquer par le fait que cette instance est devenue un recours de plus en plus souvent sollicité, dans les dernières années, par les citoyens turcs afin de défendre leurs droits individuels et sociaux face aux violations dont ils s'estiment victimes de la part des autorités publiques.

Comment interpréter cette large désaffection des citoyens turcs à l'égard de l'UE conjuguée à un fort soutien apporté par ces derniers au processus d'intégration européenne? La profonde méconnaissance de l'UE par les ressortissants turcs ainsi que leur sentiment de défiance importante à l'égard des organes et des institutions communautaires suscitent deux types d'interprétations. Tout d'abord, il convient de souligner que ce phénomène, loin d'être réductible aux pays candidats comme la Turquie, est observé dans l'ensemble des pays membres de l'UE. Plusieurs travaux récents ont mis en évidence l'existence d'un paradoxe récurrent dans les attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'Europe, marquées par l'expression d'un désaveu, sinon d'un rejet à l'égard de la construction européenne – dont témoignent la profonde ignorance de ses personnalités, de ses institutions et de sa politique, la défiance vis-à-vis de ses institutions ou encore le mécontentement sur la manière dont se construit l'UE – et par la volonté clairement affirmée d'une plus grande intégration communautaire, tant sur le plan politique que social

⁵² Fig. 6.4e et Fig. 6.4f, *CC-EB 2003.4*, pp. 178-179.

⁵³ Table 6.2a, *CC-EB 2003.4. Annexes*, p. 176.

et militaire⁵⁴. Ensuite, la hiérarchie opérée entre les institutions communautaires selon l'intensité de la confiance accordée par les citoyens turcs – ces derniers se déclarent moins confiants envers la Commission européenne qu'envers le Parlement européen –, même si elle rejoint là aussi des phénomènes observés au niveau européen, renvoie à la perception de l'Europe, et plus précisément à la question de l'"incarnation" de l'UE, par l'opinion publique turque. Ainsi la surexposition médiatique de la Commission européenne en Turquie entraîne une sensibilisation plus importante à son égard par rapport aux autres institutions communautaires. Perçue comme le principal organe exécutif de l'UE, qui va fixer l'avenir communautaire de la Turquie en édictant les rapports de progression sur les réformes engagées au niveau national, elle apparaît aussi comme le principal interlocuteur des autorités publiques turques à travers les relations établies avec le commissaire européen chargé de l'élargissement, Guenter Verheugen, dont les déclarations relatives à la Turquie sont systématiquement reprises par les médias nationaux, ainsi qu'avec le chef de la délégation de la Commission à Ankara. Ces deux personnages-clés personnifient dans une certaine mesure l'UE en incarnant le visage de la Commission et, au-delà, de l'UE, auprès de l'opinion publique. Le traitement médiatique du mandat de Karen Fogg, représentante de la Commission à Ankara durant les années 1998-2002, a agi comme une sorte de baromètre des relations entre la Turquie et l'UE⁵⁵. L'intérêt particulier manifesté pour la visite en Turquie de Romano Prodi, le président de la Commission, au mois de janvier 2004 traduit également cette prééminence accordée aux relations avec la Commission au détriment des autres institutions européennes⁵⁶. Dans ce cadre, les difficultés auxquelles est

⁵⁴ Voir notamment Philippe Méchet et Romain Pache, "L'autre Europe que veulent les Européens", in Bruno Cautrès, Dominique Reynié (dir.), *L'Opinion européenne 2000*, op. cit., pp. 167-179 ; Romain Pache, "L'insatisfaction croissante des opinions publiques européennes", in Dominique Reynié, Bruno Cautrès (dir.), *L'Opinion européenne 2001*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, pp. 241-248.

⁵⁵ L'affaire Karen Fogg, lancée avec la révélation du piratage de ses messages électroniques échangées avec divers interlocuteurs en Turquie, illustre ainsi les tentatives de discrédit, et au-delà de déstabilisation, de la représentation de la Commission européenne à Ankara par certains milieux proches de l'"Etat profond" ou opposés à l'intégration européenne de la Turquie dans son processus actuel. Laurent Zecchini, "L'affaire Karen Fogg jette un froid entre l'UE et la Turquie", *Le Monde*, 21 février 2002.

⁵⁶ Laurent Zecchini, "Une visite de Romano Prodi en Turquie renforce les espoirs d'adhésion des dirigeants d'Ankara", *Le Monde*, 16 janvier 2004; Nicole Pope,

confrontée la Turquie dans le processus d'intégration européenne sont susceptibles d'être imputées prioritairement à la Commission.

En second lieu, le profond manque de confiance exprimé par les citoyens turcs envers l'UE doit être remis en perspective dans un contexte historique particulier, qui se caractérise par l'ancienneté des relations turco-communautaires. Les démarches officielles entreprises par la Turquie en vue de consolider son intégration européenne – l'appartenance à des organisations occidentales comme l'ONU (1945), le Conseil de l'Europe (1949), l'OTAN (1952), ou l'OSCE (1973); la signature d'un accord d'association avec la CEE en 1963, dont les clauses prévoyaient à terme une appartenance pleine et entière de la Turquie à l'espace communautaire; le dépôt d'une demande officielle d'adhésion à la CEE en 1987 – s'avèrent largement antérieures à celles mises en œuvre par l'ensemble des autres pays candidats. En s'accomplissant dans un intervalle de quinze années après l'effondrement de l'URSS, la vague d'adhésion des PECO en 2004, suivie par celle de la Bulgarie et de la Roumanie voire de la Croatie en 2007, contribuent à nourrir au sein de la population turque un profond sentiment d'injustice envers la CEE et l'UE, accusées de ne pas respecter leurs engagements passés envers la Turquie.

Conclusion

En conclusion, les données Eurobaromètres nous permettent de tirer trois types d'enseignements concernant l'opinion publique turque et la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE.

En premier lieu, la mobilisation très forte des citoyens turcs en faveur de l'intégration européenne de la Turquie se conjugue avec une profonde méfiance, voire une suspicion, à l'égard de l'UE. Le risque de déception apparaît ainsi d'autant plus élevé au sein de l'opinion publique dans l'hypothèse d'une non-ouverture des négociations d'adhésion lors du Conseil européen de décembre 2004. La Turquie est l'un des pays candidats qui soutient le plus l'adhésion à l'UE tout en se révélant paradoxalement le moins informé et le moins confiant à l'égard de l'UE. De même, la conscience européenne des citoyens turcs s'avère l'une des plus faibles au niveau européen.

En second lieu, les données Eurobaromètres confirment un double décalage au niveau des opinions publiques. On observe tout d'abord un clivage très net entre les opinions publiques en Europe et en Turquie sur la

“Visite historique du président de la Commission européenne en Turquie”, *Le Monde*, 17 janvier 2004.

question de la candidature turque. En effet, si les citoyens turcs sont majoritairement favorables à l'intégration européenne de la Turquie, les citoyens européens se déclarent en revanche nettement hostiles à cette perspective. Parallèlement, on constate aussi le décalage de l'opinion publique turque vis-à-vis de ses gouvernants sur les perspectives de l'adhésion de la Turquie à l'UE. La dimension économique et sociale de l'intégration européenne, au sein de l'opinion publique, semble en effet fortement primer sur la dimension politique ou culturelle. En apparaissant d'ordre utilitariste, la motivation première des citoyens turcs met en évidence un déphasage persistant avec la position des élites politiques dont le discours officiel établit la légitimité de l'appartenance de la Turquie à l'UE avant tout sur le partage de valeurs – culturelles, sociales et politiques – héritées d'une histoire commune.

Enfin, les résultats obtenus par les enquêtes Eurobaromètres contribuent à esquisser les contours d'un imaginaire européen de la Turquie. L'Europe semble largement demeurer une *terra incognita*, voire une "communauté imaginée"⁵⁷, dans les représentations de l'opinion publique turque. Si Aristote et Saint Paul ont traversé l'Asie mineure en d'autres temps, le désir d'Europe des citoyens turcs se cristallise désormais avant tout dans l'espérance de meilleures conditions d'existence et d'un niveau de vie amélioré. Dans ce cadre, l'un des constats les plus significatifs établis par les données Eurobaromètres, sur un mode plutôt pessimiste, est sans doute de prendre acte que ce que partage le mieux les peuples européens et turc, ce qui semble les réunir, sinon les rapprocher, dans un même élan dynamique est bien la profonde méconnaissance qui les sépare les uns des autres.

⁵⁷ Nous empruntons cette expression à Benedict Anderson dans ses travaux sur l'"imaginaire national". Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002.